

Focus Arabie saoudite

Informations mensuelles de la mission saoudienne auprès de l'Union européenne



Mars 2017 – N° 11

Dans cette édition

- > L'Arabie saoudite apporte sa contribution au fonds de l'UNESCO pour la protection du patrimoine contre le terrorisme
- > Établissement d'une feuille de route pour la paix au Yémen
- > Au Yémen, les Houthis continuent de recruter des enfants soldats
- > KSRRelief ouvre de nouveaux projets au Yémen
- > Le Vice-prince héritier accueilli à la Maison-Blanche par le Président Trump

Message de l'ambassadeur

Alors qu'une année s'est écoulée depuis les épouvantables attaques terroristes qui ont frappé Bruxelles, force est de constater que le fléau de la violence extrémiste est toujours particulièrement présent. Ce mois-ci à Londres, d'autres vies innocentes ont été emportées, victimes d'actes lâches et inutiles faussement commis au nom de l'Islam.

C'est pour cette raison que la communauté internationale doit continuer à coopérer pour éliminer la menace que représentent Daesh et les autres organisations terroristes transnationales. Le fait est que nous sommes bien plus efficaces lorsque nous travaillons ensemble pour contrer les menaces multiples auxquelles nous devons faire face.

Ainsi, ce mois-ci, les ministres des affaires étrangères de 68 pays membres de la Coalition mondiale contre Daesh se sont engagés à intensifier et à accélérer leurs efforts pour éliminer ces terroristes. Le Royaume d'Arabie saoudite est au cœur de cette coalition, qui reflète la volonté de la communauté internationale de mettre fin à l'extrémisme et aux dévastations insensées prônées par ce groupe.



Abdourahman S. Alahmed
Ambassadeur et chef de la mission auprès de l'Union européenne

Culture

L'Arabie saoudite apporte sa contribution à l'Alliance mondiale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit

L'Arabie saoudite a fait don de 20 millions de dollars (18,5 millions d'euros) à l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit, soit 20 % de l'objectif de financement pour 2019.

Le 20 mars, Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, a participé au lancement de l'Alliance au musée du Louvre de Paris. Le gouverneur de La Mecque, Son Altesse Royale le Prince Khalid al-Faisal Al Saud, a annoncé la contribution du Royaume au nouveau fonds Aliph en présence du Président français François Hollande et du Vice-premier ministre des Émirats arabes unis, Son Excellence le cheik Saif Bin Zayed Al Nahyan.

La Directrice générale de l'UNESCO a passé en revue le large éventail de mesures prises par l'UNESCO au cours des dernières années en vue de protéger les sites historiques des ravages de Daesh et autres groupes, notamment l'adoption d'une stratégie exhaustive et la création d'un fonds d'urgence pour la protection du patrimoine. « L'UNESCO continuera à jouer pleinement son rôle dans la coordination des initiatives

Internationales sur le terrain. »

« La protection du patrimoine est indissociable de la protection de la vie humaine », a déclaré le Président François Hollande, annonçant le projet d'une résolution-cadre au Conseil de sécurité des Nations Unies concernant la protection du patrimoine culturel.

« Ceux qui détruisent le patrimoine sont bien conscients de son pouvoir d'unir les communautés et visent donc intentionnellement les lieux culturels, les écoles et les bibliothèques afin d'asservir et d'accélérer la désintégration des sociétés. J'appelle ceci une stratégie de nettoyage culturel. Il s'agit d'un crime de guerre, et c'est également devenu une tactique de combat », a ajouté la Directrice générale.

La création d'un nouveau fonds international, annoncée lors de la conférence de décembre 2016 à Abou Dhabi, renforce les outils existants, y compris le fonds d'urgence de l'UNESCO établi en 2015. Celle-ci insufflé également un nouvel élan à la coopération internationale pour la protection du patrimoine.



L'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit a été inaugurée le 20 mars lors de la Conférence sur la Protection du Patrimoine Culturel en Péril à Paris, en France.



+32-2649-2044

www.ksamission.eu.net - @ksamission.eu
contact@ksamission.eu.net

Établissement d'une feuille de route pour la paix au Yémen



Rencontre entre Ismail Ould Cheikh Ahmed, envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, et le ministre des Affaires étrangères, Son Excellence Adel Al Jubeir, à Riyad, en Arabie saoudite

Adel Al-Jubeir, ministre des Affaires étrangères, a accueilli ce mois-ci à Riyad Abed Rabbo Mansour Hadi, le président du Yémen, et Ismail Ould Cheikh Ahmed, envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, pour discuter des éléments clés d'un accord concernant une feuille de route pour la paix visant à garantir une transition politique ordonnée pour la paix dans ce pays en guerre. M. Ahmed a évoqué avec le ministre des Affaires étrangères les efforts engagés pour faire avancer le processus politique conformément à l'initiative soutenue par le CCG et la résolution 2216 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Lors d'un entretien, Mohamed A. Qubaty, le ministre du Tourisme du Yémen, a confirmé que « tous les problèmes liés à la feuille de route pour la paix devaient être traités conformément à ces références — l'initiative pour la paix du CCG avec son système exécutif, les résultats du Dialogue national et les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, y compris la résolution 2216 et le chapitre VII de la Charte de l'ONU ». Il a ajouté : « Grâce au respect des exigences de ces trois références stratégiques, nous sommes prêts à accepter la feuille de route ».

En 2015, le Conseil de sécurité de l'ONU a exigé que toutes les parties de ce pays meurtri par la guerre, notamment les Houthis, devaient mettre fin à la violence sans condition et s'abstenir de toute nouvelle action unilatérale susceptible de menacer la transition politique. Le Conseil de sécurité a également exigé que les Houthis se retirent de toutes les zones saisies au cours du conflit, renoncent aux armes soustraites aux militaires et aux institutions de sécurité, et cessent toute action relevant de l'autorité du gouvernement légitime.

Qui plus est, en vertu du Chapitre VII de la Charte, l'instance onusienne a appelé les Houthis à s'abstenir de toute menace ou

provocation envers les états voisins, à libérer tous les prisonniers politiques ainsi que les individus assignés à résidence ou détenus arbitrairement, et à cesser le recrutement d'enfants soldats.

Ne voyant aucune fin à la menace humanitaire que représentent les milices rebelles Houthis, le ministère des Droits de l'homme du Yémen a publié ce mois-ci un rapport préliminaire sur la situation des droits de l'homme au Yémen. Ce rapport exhaustif, composé par le Conseil de direction du ministère, détaille l'ampleur des souffrances humaines répertoriées au Yémen en deux ans, entre janvier 2015 et janvier 2017, et évoque les innombrables violations du droit international humanitaire par les Houthis, que ce soit la prise pour cible de civils, l'enrôlement, la mutilation et le massacre d'enfants, le refus d'éducation et de soins, ou l'oppression des libertés fondamentales.

L'occupation du port yéménite de Al-Hodeida par les Houthis incarne un autre exemple de leur mépris vis-à-vis du droit international. Le port Red Sear est un point d'entrée essentiel pour l'approvisionnement, mais celui-ci a été saisi par les Houthis et autres partisans de l'ancien Président Saleh. Afin de pouvoir livrer les approvisionnements vitaux à la population yéménite, il a été demandé à l'ONU de nommer des observateurs internationaux pour garantir que le port puisse recevoir l'aide humanitaire aux personnes touchées par la guerre. « Une supervision adéquate de la part de l'ONU permettrait de garantir que le port ne soit pas utilisé par les milices Houthis. Les navires apportant l'aide humanitaire se sont accumulés dans le port, qui a été transformé en base d'attaque contre les forces de la Coalition », a expliqué le Major-Général Ahmed Al-Assiri, porte-parole de la Coalition.



Dans son introduction au rapport, le Président légitime du Yémen, le Maréchal Marshal Abd Rabbu Mansour Hadi, condamne les Houthis et les milices soutenant Saleh qui ont « entraîné le Yémen dans une guerre vide de sens, et détruit son tissu social, ses ressources financières et économiques ainsi que ses infrastructures ». Le Président Hadi raconte les drames des assassinats systématiques de civils, d'enfants et de personnes âgées par les milices ; les kidnappings ; les disparitions ; les sièges et la suppression des droits civiques, comparant ces actes terroristes lamentables à ceux d'Al-Qaïda ou de Daesh.

Saluant l'intervention de la Coalition arabe au Yémen, le rapport réitère le soutien total du Président Hadi aux procédures militaires enclenchées par la Coalition pour défendre la légitimité, l'unité et l'intégrité territoriale de l'État yéménite. Toutefois, là où il y a eu des erreurs de ciblage, le rapport préconise que ces faits soient examinés, et que les responsables de ces incidents en rendent compte.

Mohammed Askar, le Vice-ministre des Droits de l'homme du Yémen, renouvelle également l'appel de son gouvernement à toutes les organisations internationales et aux mécanismes de défense des droits de l'homme, leur demandant de porter toute leur attention sur la crise yéménite afin d'instaurer une paix durable dans toutes les régions du Yémen en mettant fin au coup d'état conformément à la résolution 2216 de l'ONU.

Ces appels reflètent ceux lancés par Son Excellence Mohamed Taha Mustafa, ambassadeur du Yémen en Belgique et auprès de l'Union européenne, qui avait été accueilli plus tôt ce mois-ci au sein des délégations du Parlement européen en charge des relations avec la péninsule arabique. Dans son discours, il a souligné le rôle perturbateur des rebelles Houthis soutenus par l'Iran ainsi que leur boycott permanent de toutes les tentatives visant à sécuriser la transition pacifique soutenue par le gouvernement légalement élu et la Coalition emmenée par les saoudiens. L'ambassadeur a appelé le Parlement européen et les gouvernements de l'Union à exercer une certaine pression sur l'Iran afin que le pays cesse d'interférer avec les affaires internes du Yémen et qu'il cesse de soutenir les rebelles Houthis.



Son Excellence : Mohamed Taha Mustafa, ambassadeur du Yémen en Belgique, lors d'une assemblée des délégations du Parlement européen en charge des relations avec la péninsule arabique, à Bruxelles, le 6 mars

Les Houthis continuent de recruter des enfants soldats au Yémen



L'ONU a enregistré le recrutement de 1476 garçons au Yémen entre mars 2015 et janvier 2017, mais le nombre réel serait bien plus élevé, la plupart des familles ne souhaitant pas parler de l'enrôlement de leurs enfants par crainte de représailles.

Mme Ravina Shamdasani, porte-parole du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme, a évoqué ce mois-ci l'enrôlement des enfants au Yémen par les Comités populaires associés aux rebelles Houthis. « Entre le 26 mars 2015 et le 31 janvier 2017, l'ONU a confirmé l'enrôlement de 1476 enfants, tous des garçons. Toutefois, ces chiffres sont probablement bien plus élevés, de nombreux cas n'étant pas signalés. »

« Les enfants âgés de moins de 18 ans rejoignent souvent les combats après avoir été trompés ou attirés par la promesse de récompenses financières ou de positions sociales. Nombre d'entre eux sont ensuite rapidement envoyés en première ligne des combats ou affectés aux postes de contrôle. »

L'ONU a souligné que l'enrôlement et l'utilisation d'enfants lors de conflits armés étaient strictement interdits par le droit international relatif aux droits de l'homme ainsi que par le droit international humanitaire, et que, dans les cas d'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans, ils pouvaient constituer un crime de guerre.



+32-2649-2044

www.ksamissioneu.net - @ksamissioneu
contact@ksamissioneu.net

L'UE appelle à plus d'engagement avec l'Arabie saoudite en matière d'antiterrorisme



Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme, appelle à une meilleure coopération entre l'UE et l'Arabie saoudite

Le coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme a appelé ce mois-ci à une meilleure coopération et à un plus grand engagement avec l'Arabie saoudite et d'autres États du golfe Persique pour combattre le terrorisme et la radicalisation.

« Nous devons nous investir plus dans le Golfe. Nous avons plusieurs niveaux de coopération avec les pays de la région. L'un d'entre eux est la lutte contre le financement du terrorisme. Nous avons vu du progrès. Nous avons des discussions intéressantes chaque année », affirme Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme.

Gilles de Kerchove s'exprimait dans le cadre du lancement d'un livre intitulé « One year after the Brussels attacks: The challenges of jihadist radicalisation in Europe and beyond » (Un an après les attentats de Bruxelles : les défis liés à la radicalisation djihadiste en Europe et au-delà), organisé par le European Policy Centre, un think-tank situé à Bruxelles. Concernant l'investissement de l'UE auprès des pays du Golfe, M. de Kerchove a déclaré : « Je me suis rendu personnellement dans plusieurs pays de la région, les EAU, le Qatar, l'Arabie saoudite. La dernière rencontre en Arabie saoudite a été très intéressante. L'Arabie saoudite a commencé à restructurer son économie, dans l'optique d'être moins dépendante du pétrole à l'horizon 2030. C'est un processus intéressant, qui aura aussi un impact sur la société civile », affirme-t-il. « Ils ont demandé notre aide. »

La Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, est prête à aider l'Arabie saoudite dans ce processus délicat. « L'Arabie saoudite fait partie de l'alliance internationale contre l'EI et partage de nombreux renseignements avec nous », ajoute De Kerchove. Concernant l'utilisation de termes tels que « terrorisme islamique » par des dirigeants et des médias occidentaux, il ajoute: « Lorsque nous utilisons le terme de terrorisme islamique, cela fâche nos amis arabes. Ils trouvent qu'on ne peut pas identifier le terrorisme à l'islam. C'est une manière offensante d'attirer leur attention. Nous devons donc être prudents. »

Le même jour, les ministres de la coalition globale contre Daech ont réitéré leur engagement en faveur de l'éradication du groupe. Dans une déclaration signée par les 68 partenaires internationaux, ils ont affirmé : « Nous restons fermement unis dans notre indignation face aux atrocités de Daech et dans notre détermination à éliminer cette menace globale et à triompher de son discours mensonger et destructeur. Nous consolidons notre engagement en faveur d'une approche cohérente, multidimensionnelle et globale pour vaincre Daech et ses réseaux mondiaux, tout en étant conscients que cela demandera un travail de précision sur le long terme. »



+32-2649-2044

www.ksamissioneu.net - @ksamissioneu
contact@ksamissioneu.net

Le Vice-prince héritier accueilli à la Maison-Blanche par le Président Trump



Son Altesse Royale le deuxième Prince héritier Mohammed bin Salman a été accueilli à la Maison-Blanche par le Président Trump

Dans le cadre d'un rapprochement entre les USA et l'Arabie saoudite, le Président Donald J. Trump et Mohammed ben Salmane, Vice-prince héritier d'Arabie saoudite, ont réitéré leur soutien à un partenariat stratégique durable, fort et large basé sur un intérêt et un engagement communs pour la stabilité et la prospérité du Moyen-Orient.

Les deux dirigeants ont demandé à leurs équipes d'explorer de nouvelles mesures à travers plusieurs dimensions politiques, militaires, sécuritaires, économiques, culturelles et sociales, dans l'intérêt des deux pays.

Le Président et le Vice-prince héritier ont noté à quel point il est important d'enrayer les activités destabilisatrices de l'Iran dans la région tout en continuant à évaluer et à mettre strictement en œuvre le Plan d'action global conjoint. Le Président a exprimé son vif désir de parvenir à une solution complète, équitable et durable au conflit israélo-palestinien et de continuer les consultations auprès des deux pays pour les aider à trouver des solutions aux problèmes régionaux. De manière plus générale, le Président et le Vice-prince héritier ont noté la

coopération sécuritaire et militaire entre leurs deux pays et d'autres partenaires internationaux dans la lutte contre Daech et d'autres groupes terroristes internationaux qui menacent toutes les nations.

Le Président Trump a exprimé son soutien au développement d'un nouveau programme américano-saoudien, entrepris par des groupes de travail américano-saoudiens, ainsi qu'à ses initiatives uniques en matière d'énergie, d'industrie, d'infrastructures et de technologie, qui représentent plus de 200 milliards de dollars d'investissements directs et indirects sur les quatre prochaines années. Le Président s'est en outre déclaré favorable à des investissements des USA en Arabie saoudite et de la facilitation du commerce bilatéral, laquelle résultera en des opportunités considérables pour les deux pays.

Le Vice-prince héritier a par ailleurs présenté le programme Vision 2030 au Président et a accepté de mettre en place des programmes bilatéraux spéciaux pour aider les deux pays à bénéficier des nouvelles opportunités créées par la mise en œuvre de ces nouveaux plans économiques.

Ils ont dit...

>> L'Arabie saoudite « regorge d'un potentiel humain brillant et avancé, grâce à la jeune population du royaume. » Le Japon est « extrêmement intéressé à explorer cette excellente ressource et à soutenir les programmes de développement établis par le gouvernement. »

Shinzo Abe, Premier ministre du Japon

En bref

KSRelief ouvre deux nouveaux projets au Yémen

Le King Salman Center for Relief and Humanitarian Aid lance deux nouveaux projets au Yémen. Le premier s'attaquera à la malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes, le second se concentrant sur l'eau.

Le projet sur la malnutrition couvrira huit provinces, ciblant 348 468 enfants et femmes enceintes ou allaitantes.

Les projets d'approvisionnement en eau seront mis en œuvre dans 15 gouvernorats et permettront d'équiper les foyers en eau grâce à la distribution de réservoirs et autres conteneurs d'eau. Ce projet pour l'eau bénéficiera à 1,35 million d'enfants, 796 011 hommes et 762 917 femmes.

Le Dr Nasser Ba'oom, ministre de la Santé publique et de la Population du Yémen, a déclaré dans un communiqué de presse que le royaume offrait un soutien vital au Yémen, non moindre que celui fourni par KSRelief.

Le directeur du King Salman Center for Relief and Humanitarian Aid (Centre du Roi Salman pour les secours et l'aide humanitaire) à Aden a déclaré que le centre fournissait un soutien ininterrompu à la population yéménite dans le cadre de la position humanitaire du royaume envers le peuple du Yémen, ajoutant que le centre avait mis en place plus de 121 projets au sein des gouvernorats yéménites.

